

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808-00-80 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle)

Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire : 46722
Imprimé par Rotographie

rouge

VENDREDI 20
AOUT 1976

Belgique 15 FB
Grèce : 20 drach
Italie : 300 lires
Portugal : 15 esc
Suède : 2,25 Ks.
Suisse 1 FS

Giscard va-t-il licencier ?

Le président de la république a tué quatre éléphants en Afrique, puis il est rentré à Paris pour déjeuner avec Jacques Chirac, lequel avait pris son repas, la veille avec Jean Lecanuet qui a du trouver que finalement, la soupe était bonne, puisqu'il a pu constater « une parfaite identité de vue » avec le premier ministre.

Toutes ces allées et venues mêlées aux petites phrases des uns et des autres, font dire aux connaisseurs, qu'il y a dans l'air des odeurs de remaniements ministériels. C'est possible, ce n'est pas certain, mais c'est secondaire. Ce qui est plus important, c'est de comprendre pourquoi ce gouvernement immobile a besoin de donner l'illusion du mouvement. La raison en est fort simple ; le gouvernement affiche un bilan d'échec. Echec de la lutte contre l'inflation, dont le niveau oscille autour de 13 % selon la CGT. Echec de la stabilisation des prix. Après la vague de hausses de juillet, on annonce pour septembre une hausse des prix du pétrole et donc de toute les matières qui l'utilisent. Echec en ce qui concerne l'emploi avec l'arrivée sur le marché du travail de dizaines de milliers de jeunes qui vont s'ajouter aux 1 300 000 chômeurs déjà existants. Enfin, le franc qui va mal et la bourgeoisie s'inquiète de l'efficacité de l'équipe en place. Les appétits concurrentiels de l'UDR et des réformateurs ont jusqu'à présent limité l'activité du « coordinateur » Chirac.

A la veille des municipales, la majorité se doit de réagir mais ses moyens sont limités puisqu'elle ne peut changer de politique. Si Giscard fait tourner quelques ministres, eh bien ils tourneront... Mais s'il juge que la crise de sa majorité est très sérieuse, alors il peut prendre le risque de lâcher Chirac, qui avait pourtant réussi à assourdir les grognements de l'UDR. Son départ pourrait, dans un premier temps, accélérer cette crise, mais dès lors l'hypothèse d'élections anticipées reviendrait d'actualité. La peur de la gauche et l'appât du siège, peuvent être un moyen, certes risqué, de rassembler la meute.

Nul doute que la période est propice au développement d'une vaste contre-offensive des travailleurs, notamment pour la garantie de l'emploi, la diminution du temps de travail et l'augmentation des salaires. Malheureusement, on connaît, avant les discours de rentrée, quelle centralisation l'Union de la gauche est prête à réaliser : celle des bulletins de vote, pas celle des luttes.

Mais pourquoi attendre, alors que les conditions de vie et de travail se dégradent de jour en jour ? Pourquoi respecter les échéances fixées par ceux qui nous exploitent ? Dans les luttes de la rentrée, nous n'aurons cesse d'exiger du PC et du PS qu'ils prennent leurs responsabilités, puisqu'ils se déclarent prêts à aller au gouvernement et que la majorité des travailleurs le souhaite. Dans une telle situation, l'attentisme ne profite qu'à la droite.

A. Krivine



CORÉE : U.S GO HOME

LIRE PAGE 3

Musique interdite EN ESPAGNE AUSSI

La Garde Civile est violemment intervenue mercredi soir à Guernica (Pays Basque espagnol) au cours d'un festival de chansons basques, marquant la clôture des fêtes annuelles de la ville. Peu après 21h30, au moment où sont apparus des drapeaux basques sur la scène, les gardes ont chargé le public, composé de 5000 spectateurs, parmi lesquels se trouvaient notamment un grand nombre d'enfants. L'intervention de la Garde Civile a été d'une rare violence. Vers 23h, peu avant que ne revienne le calme, deux drapeaux espagnols qui flottaient sur la grande place de la ville ont été décrochés de leur mât et incendiés. C'est à la suite de l'intervention de personnalités locales que les gardes civils, hués par les passants et qualifiés de « terroristes » ont regagné leur caserne.



La conférence des non-alignés à Colombo demande

L'EMBARGO PETROLIER CONTRE LA FRANCE

La conférence des non-alignés s'est terminée hier soir par le vote d'une longue résolution politique. Un passage de cette résolution condamne violemment les ventes d'armement effectuées par la France et Israël à l'Afrique du Sud et demande l'application de sanctions contre ces deux pays. « La conférence condamne le marché récemment conclu par le gouvernement français pour la fourniture de réacteurs nucléaires à l'Afrique du Sud. Elle dénonce aussi toute forme d'accord prévoyant la livraison de matériel militaire à ce régime et, à ce propos, note en particulier les récents accords conclus par la France pour la vente d'un sous-marin et par Israël pour la vente de vedette lance-missiles à l'Afrique du Sud. La conférence invite instamment les Nations-Unies à imposer un embargo obligatoire sur les armes destinées à l'Afrique du Sud. En outre, la conférence demande instamment aux Etats membres d'imposer, individuellement et collectivement, des sanctions, notamment un embargo sur le pétrole, contre la France et Israël ».

LIRE PAGE 4

FORD CANDIDAT ... A LA DEFAITE



Gerald Ford l'a donc emporté de 17 voix sur son concurrent Reagan pour l'investiture du parti républicain. Après avoir laissé entendre qu'il demanderait à Reagan d'être son co-listier, Ford a finalement annoncé qu'il avait choisi le sénateur du Kansas : Robert Dole.

IL Y A QUARANTE ANS, LES « PROCES DE MOSCOU »

UN PROBLEME POLITIQUE TOUJOURS ACTUEL

par Pierre Frank

Le 19 août 1936, une dépêche de Moscou annonçait l'ouverture dans cette ville d'un procès contre Zinoviev, Kamenev, I.N. Smirnov, Mratchkovski et d'autres anciens cadres dirigeants du Parti bolchévik pour avoir organisé un « centre trotskyste-zinoviéviste », voulant se livrer au terrorisme. Les inculpés firent les « aveux » que leur demanda le procureur Vichinsky, un ancien menchevik. Le 23 août, ils furent tous condamnés à mort et fusillés aussitôt. Ce premier « procès de Moscou » fut suivi en 1937 et 1938 de deux autres procès semblables où figurèrent comme accusés Piatakov, Rakovsky, Boukharine, Radek et d'autres anciens dirigeants bolchéviques, ainsi que l'ancien chef du Guépéou, Jagoda qui avait lui-même monté le premier procès. Dans ces mêmes années, on annonça aussi un procès (qui, s'il eut vraiment lieu ne fut pas rendu public), où furent condamnés puis exécutés les principaux chefs de l'armée rouge, des héros de la guerre civile, comme le maréchal Toukhatchevski, les généraux Gamarnik, Iakir, Putna, etc.

Dans les « procès de Moscou », l'accusation ne se limita pas à la question du terrorisme. Elle chargea les inculpés de vouloir s'emparer du pouvoir pour y rétablir le capitalisme.

Dans la même période, Staline liquida de nombreux anciens dirigeants communistes réfugiés en Union Soviétique, tels que Bela Kun, Neumann, Remmele. Le PC Polonais fut dissous sous prétexte qu'il était un repaire d'espions. La terreur stalinienne s'exerça aussi hors des frontières soviétiques contre des communistes oppositionnels, comme André Nin, N. Braun, B. Klement, Moulin, militants trotskystes, le fils de Trotsky Léon Sedoff. Ainsi que contre un des plus hauts dirigeants des services spéciaux soviétiques, Ignace Reiss, qui avait publiquement dénoncé les « procès ». Ceux-ci constituaient les points saillants d'une période de terreur bureaucratique contre-révolutionnaire marquée par des épurations massives de toutes les institutions soviétiques. Environ 1 600 000 communistes auraient été liquidés par Staline dans cette période. Le point culminant de cette phase contre-révolutionnaire fut l'assassinat par un agent du Guépéou à Mexico de Léon Trotsky, le créateur de l'Armée Rouge, il y a 36 ans le 20 août 1940.

Des machinations judiciaires acceptées comme d'incontestables procès.

Personne aujourd'hui ne doute plus que ces procès étaient des machinations judiciaires montées de toutes pièces. Aucun fait matériel ne fut avancé par l'accusation comme preuve des crimes. Les prétendues liaisons des accusés avec Trotsky alors en exil, furent prouvées fausses. Mais les accusés avaient « avoué » leurs crimes et cela suffit alors à une énorme quantité de personnes pour croire à ces « procès » - ce qui témoigne de l'intensité de la réaction politique qui sévissait dans cette période. La bourgeoisie exultait de voir le pouvoir soviétique tuer les « vieux bolchéviques ». Ces procès furent avalés par presque tous les « amis de l'URSS », des écrivains comme Bernard Shaw, des avocats comme Pritt, la Ligue des droits de l'Homme en France. Si quelques dirigeants socialistes comme Fritz Adler eurent le courage de dénoncer ces machinations, de les qualifier de « procès en sorcellerie », beaucoup d'autres se gardèrent d'élever la voix... pour ne pas nuire au Front populaire : ainsi, le bras droit de Blum au Populaire, le menchevik Rosenfeld refusa de publier dans ce journal les textes des trotskystes français dénonçant ces crimes. Quant aux dirigeants des partis communistes, ils se conduisirent en chacals, hurlant à la mort, approuvant les exécutions. Pendant les procès, *L'Humanité* consacrait chaque jour des pages entières reproduisant les insultes du procureur et de la presse soviétique, y ajoutant aussi des articles aussi réputés que Thorez, Vaillant-Couturier, Fajon etc.

Dans ces procès et dans les épurations de cette période, ce ne sont pas seulement les anciens oppositionnels de gauche et de droite qui furent liquidés physiquement (à l'exception de quelques individus, tous les anciens membres du comité central de Lénine disparurent alors), mais aussi la plus grande partie de la fraction de Staline lui-même. Le rapport de Krouchtchev au XX^e congrès du PCUS est largement consacré à cette question. Il montre que la plupart des membres élus en 1934 au comité central lors du XVII^e congrès

« congrès des vainqueurs » des oppositions, tel est le nom dont il le qualifie) furent liquidés par Staline dans ces années 1936-1938.

La terreur pour consolider la dictature bureaucratique.

Pourquoi ces crimes ? Leur cause essentielle réside dans les difficultés de la direction de Staline, expression politique de la bureaucratie soviétique. Ses projets d'industrialisation à outrance et surtout de collectivisation à 100 % des campagnes avaient engendré des souffrances et des privations énormes pour les masses travailleuses. Les aspirations au rétablissement de la démocratie socialiste, à un « retour à Lénine » étaient grandes. Pour maintenir la dictature bureaucratique, Staline avait besoin de supprimer tous ceux, y compris ceux qui avaient été ses hommes, dont le passé était lié à la révolution d'Octobre : il lui fallait désormais autour de lui des hommes qui lui devaient tout, sans passé révolutionnaire, recherchant plus de places et plus de privilèges dans une société où régnait encore une pauvreté extrême. Il lui fallait aussi écarter tous ceux qui auraient pu se dresser un jour contre sa politique liquidatrice de la révolution mondiale.

Le premier « procès de Moscou » survint d'ailleurs au moment même où, dans cette période si sombre, apparurent tout de même à nouveau des possibilités révolutionnaires en Europe : le mouvement de juin 36 en France et surtout la guerre civile en Espagne qui avait éclaté un mois avant le procès. Des victoires révolutionnaires auraient été fatales pour Staline. Les « procès de Moscou » furent des coups de poignard dans le dos de ces mouvements. Ceux qui préconisaient la lutte pour le socialisme au lieu de la collaboration avec des fractions capitalistes pour barrer la route au nazisme montant étaient dénoncés comme des « hitléro-trotskyistes ».

Ce n'est pas seulement de l'histoire.

Malgré le temps écoulé, les « procès de Moscou » sont encore partie intégrante de la politique des successeurs de Staline au gouvernement soviétique et des dirigeants actuels des partis communistes.

Krouchtchev qui comprenait que cette période de crimes contre-révolutionnaires pesait toujours lourd sur la société soviétique toute entière chercha à jeter du lest en invoquant le « culte de la personnalité », une prétendue explication qui se bornait à transformer Staline de dieu en diable. Cela était encore trop dangereux pour la bureaucratie dirigeante. Son leader actuel, Brejnev, maintient le silence sur ce passé. Il ne peut pas reprendre exactement les mêmes méthodes, mais, grâce à de savants procédés répressifs, il ne laisse aux non-conformistes et aux opposants connus que le choix entre l'exil et l'asile psychiatrique.

Les dirigeants de certains partis communistes prennent à présent quelques distances avec le Kremlin et même d'avec Staline, mais sans couper le cordon ombilical qui les relie à ceux-ci. Ils ne condamnent pas leur propre passé. Ils n'abandonnent pas les méthodes de calomnies et même de violence contre les révolutionnaires. Et ce parce que leur politique réformiste présente n'est au fond que le prolongement, l'adaptation aux circonstances actuelles, de leur politique de collaboration de classe de 1936. La grande différence, c'est que ces méthodes sont moins rentables pour eux, que l'avant-garde révolutionnaire se renforce au lieu d'être affaiblie comme à l'époque.

Pas plus que Lady Macbeth ne pouvait avec tous les parfums de l'Arabie faire disparaître de ses mains l'odeur du sang qu'elle avait fait couler, les bureaucrates de Moscou et ceux qui, dans le monde, restent liés à eux ne peuvent se débarrasser des « procès de Moscou », de la politique et des procédés qui ont engendré ceux-ci. Les « procès de Moscou » ne cessent d'être un problème politique et ne deviendront une douloureuse page de l'histoire de la première révolution socialiste victorieuse, que lorsque les travailleurs soviétiques auront écarté la bureaucratie du pouvoir, rétabli la démocratie socialiste en Union Soviétique et rendu justice à la mémoire des révolutionnaires victimes de ces « procès ».

P. F.

« L'Humanité » du 26 août 1936

LA RÉVOLUTION SE DÉFEND Les seize terroristes trotskistes ont été exécutés hier VIVE LE PARTI BOLCHEVIK ET SON CHEF STALINE !

MOSCOU, 25 août. — Le présidium du Comité central exécutif de l'U.R.S.S. ayant rejeté le recours en grâce, les seize terroristes trotskistes-zinoviévistes condamnés à mort par le tribunal suprême de l'U.R.S.S. ont été fusillés.

Le verdict du tribunal militaire, les balles du peloton d'exécution abattant les seize criminels contre-révolutionnaires, ont exprimé la volonté unanime du peuple soviétique exigeant que les chiens enragés de la bourgeoisie soient annihilés. Il n'est pas un travailleur honnête, pas un socialiste sincère, pas un ami de la paix qui ne puisse approuver l'acte de légitime défense de l'Etat socialiste contre la bande d'assassins et d'espions dont la tâche était de préparer l'agression hitlérienne et japonaise contre le pays du socialisme. Il n'y a que les ennemis du socialisme, vils agents de la bourgeoisie, qui peuvent s'élever contre la justice du peuple soviétique. Vive le socialisme triomphant ! Union soviétique ! Vive le parti bolchévik ! Vive le camarade Staline, conducteur mérité des travailleurs vers la vie libre et heureuse ! — M. MACHTER.

Ceux que l'Humanité traite de « vils individus aux ordres de la Gestapo ».

Zinoviev (1883-1936). Milité à 17 ans, bolchévik depuis la création de la fraction bolchévik en 1903. Elu au CC clandestin en 1908, le plus proche collaborateur de Lénine dans l'émigration, il rejoint la Russie en avril 17 avec lui. Président du soviet de Pétrograd et président de l'Internationale Communiste depuis sa fondation, jusqu'en 1926. Dirigeant bolchévik le plus en vue, avec son ami Kaménev, après Lénine et Trotsky.

Kaménev (1883-1936). Entre au parti en 1901, bolchévik de la première heure, collaborateur de Lénine dans l'émigration. Rentre en Russie pour prendre la direction de la « Pravda » et présider la fraction parlementaire bolchévik à la Douma. Déporté à vie fin 1914, libéré par la révolution. Membre du CC et du BP jusqu'en 1927, président du soviet de Moscou, vice-président du Conseil, légataire universel de Lénine.

I. N. Smirnov (1881-1936). Membre du parti depuis 1899, plusieurs fois emprisonné et déporté, élu au CC du temps de Lénine. Un des fondateurs de l'armée rouge, dirigeant de la 5^e armée qui écrasa Koltchak. Commissaire du peuple aux PTT, a failli en 1922 devenir secrétaire du CC au lieu de Staline.

Evdokimov (1881-1936). Militant ouvrier, bolchévik depuis 1903, déporté plusieurs fois. Membre du CC de 1919 à 1925, dirigeant du soviet et du parti à Pétrograd.

Bakaiev (1887-1936). Ouvrier participe à la révolution de 1905, bolchévik en 1906, fait 6 ans de prison. Organisateur du parti à Pétrograd et président de la Tchka de la ville, membre de la commission centrale de contrôle.

Mratchkovski (1883-1936). Ouvrier, né en prison de parents condamnés politiques. Milite très jeune, devient bolchévik en 1905. Héros de la guerre civile : chef de partisans en Sibérie, ensuite commandant militaire de l'Oural.

Les liaisons policières de Marty

Le Comité Central du Parti, comme on le sait, avait pris les mesures de la dernière heure, de nouvelles sanctions contre André Marty. Tantôt destinée de toutes fonctions de direction dans le Parti, il avait condamné la diffusion de ses ouvrages par lui-même, le cas d'André Marty, l'assassinat de sa cellule, étant donné que la question de son appartenance au Parti est posée par ses agissements contraires aux principes de la politique, à la discipline du Parti et par ses liaisons avec des éléments policiers.

À la suite de cette décision, la cellule à laquelle appartenait Marty a procédé à un examen approfondi de son cas. Le 23 décembre, à l'unanimité, elle a proposé à l'exécution d'André Marty de l'Internationale Communiste Française.

Et voilà qu'aujourd'hui des faits et des documents récents viennent apporter une justification décisive aux décisions prises à la cellule de Comité Central et de la cellule intérieure.

Comment ces faits et ces documents ont-ils été obtenus ? La commission de Parti ? André Marty avait réussi à persuader son beau-frère Taurina, chef d'un service politique, de lui faire passer des documents et de lui faire passer des documents.

Le 21 décembre, le docteur Jean Marty, vicié, envenimé, par le persécution à la police en général et à Baylet en particulier, écrit en ces termes à André Marty qui se trouve dans les Pyrénées-Orientales : « J'ai bien reçu tes lettres successives des 11, 12 et 17 courant. Le nécessaire pour toutes les diffusions a été fait sur tous les points que tu m'as indiqués. »

Dans cette même lettre, Jean Marty annonce à son frère et à sa sœur que le 21 décembre, il a été arrêté par la police à Toulouse (au Grand-Hôtel), pour deux ou trois jours, d'un jour qui a diffusé bien des choses de notre parti, qui ont partiellement porté, et qui pourront le faire regretter si tu en as à besoin pendant ton séjour à Bayle, en même temps qu'il aura pris soin de tes lettres de diffusion. Il s'agit de M. Hamet, journaliste... »

Le 21 décembre, nouvelle lettre de Jean Marty : « Si je t'écris à nouveau aujourd'hui, c'est pour t'annoncer que l'on peut mettre à ta disposition un avis avec chauffeur (lequel est d'ailleurs Catala), et cela non seulement pour rentrer, mais tout de suite pour effectuer les déplacements que tu jugerai nécessaires... Bien entendu, sous le sceau du secret absolu, tout ce qui est à ta disposition est à ta disposition. »

Figure également au dossier un document transmis à Marty par son beau-frère Taurina, une prétendue « agression de la maison communiste après la session du Comité Central de Conseillers ». Il s'agit de la copie de notes des Renseignements Généraux que les relations policières de Jean Marty lui permettaient d'obtenir à son gré.

Ainsi, c'est un personnage lié aux services de police qui s'occupe de la diffusion des écrits anticommunistes de Marty, avec l'accord de ce dernier et avec le concours des hommes du Fajon de Stouriez et de son Comité. Ainsi, ce personnage se trouve à même tout d'un coup de mettre à la disposition de Marty une voiture et un chauffeur dont il n'est guère besoin de préciser qui les fournit !

Comment Marty méritait-il ce traitement ? Ces attentions touchantes de l'ennemi ? Ses lettres à Taurina nous l'apprennent.

Plus exactement, nous l'apprenons à travers les lettres de Jean Marty. Mais Marty ne s'en tient pas à la seule question de la diffusion de ses lettres. Il a fait ouvertement ses offres de service à la presse bourgeoise ! (Suite page 6)

Un procès de Moscou à Paris

Acte d'accusation dans « l'Humanité » en décembre 52. Fajon dresse son acte d'accusation à partir de lettres qui ont été volées à André Marty auquel on fait en particulier reproche de reprendre « les outrages classiques des hitlériens et des impérialistes américains sur les procès de Moscou et sur les dirigeants de l'URSS ». On retrouve la méthode des amalgames à la Vichinski. C'était avant le rapport Krouchtchev. Marty eut le tort de parler et d'avoir raison avant le 20^e Congrès du PC de l'URSS. Le procureur Fajon relève un autre crime, Marty aurait fait « l'éloge des espions récemment démasqués et condamnés à Prague, notamment d'André Simon et d'Arthur London ». Reproché malencontreux car, finalement, les inculpés du procès Slansky, dont London autour du célèbre livre « L'Aveu », ont été reconnus innocents et réhabilités. Fajon est toujours en place, il n'a pas désarmé. Il n'est pas, bien sûr, le seul responsable de l'affaire Marty-Tillon. Qu'attend-on pour réhabiliter les deux anciens mutins de la mer Noire ?

AFRIQUE DU SUD

Alors que Kissinger s'apprête à rencontrer Vorster

QUATORZE MORTS A PORT ELISABETH

Mercredi plusieurs milliers de manifestants noirs, surtout des jeunes, marchent sur les bâtiments de l'administration Bantoue qu'ils remettent en question. Ils avaient auparavant remis un cahier de revendications à leurs directeurs d'écoles. On est dans les trois cités africaines de Port Elisabeth (New Brighton, Kwazakale et Zwide) à 800 km au sud ouest de Johannesburg en bordure de l'océan Indien. Et comme à Soweto, la police du raciste Vorster attend. Elle tire froidement sur la foule : 14 morts et une vingtaine de blessés.

D'autre part, de bref affrontements ont eu également lieu le même jour à Soweto, lorsque la police est venue arrêter le directeur d'une école secondaire. C'est de cette école, que démarreront les manifestations des 4 et 5 août derniers. Enfin,

des incidents similaires se sont déroulés dans une banlieue de Prétoria, à Mamelodi (200 000 hab.) où la police a arrêté le directeur de l'école secondaire, M.J. Motau.

Ainsi, le pouvoir raciste de Johannesburg est responsable, depuis moins de deux mois, de 200 morts et au moins 1 500 blessés. Il envoie ses brigades anti-émeutes au moindre atoutement de noirs, comme à Mdantsane, près d'Est London, où il s'agissait d'une simple distribution de tracts. Cela ne l'empêche pas de faire des déclarations « libérales » qui n'ont d'autres but que de permettre l'émergence d'une « classe moyenne noire » et de fournir des alibis à Kissinger qui se prépare à rencontrer Vorster.

J. Touvais

COREE DU NORD

l'état d'alerte est proclamé CONTRE LA PRESENCE AMERICAINE

À la suite de la mort des deux officiers américains à Panmunjom, dans la zone démilitarisée où se réunit la commission d'armistice, la tension monte en Corée.

Selon la version américano-sud-coréenne, des soldats américains escortaient cinq civils qui élaguaient les branches d'arbres lorsque plusieurs gardes nord-coréens exigèrent l'arrêt de cette tâche. Un véhicule amena d'autres gardes et un officier nord-coréen ordonna de tuer les soldats à coups de haches et de pieux métalliques. Deux officiers américains sont morts de blessures à la tête et quatre soldats américains ainsi qu'un nord-coréen étaient blessés.

La radio nord-coréenne donne une version contradictoire de l'événement : 14 américains qui avaient tenté d'abattre les arbres dans la zone de patrouille commune et ont « battu des gardes nord-coréens qui tentaient de les empêcher. Contre leur volonté, les gardes nord-coréens ont dû riposter par un acte d'auto-défense ».

Ford et Kissinger ont condamné cet « acte meurtrier abominable », en rendant la Corée du Nord responsable des suites de l'incident. Le porte-parole du Département d'Etat (ministère des affaires étrangères des Etats Unis) n'a exclu aucune possibilité de riposte, y compris un recours à la force.

Les forces armées américaines en Corée du Sud ont été placées en état d'alerte : tous les soldats doivent rejoindre immédiatement leurs bases et les départs sont annulés. Et les troupes américaines ont été déployées en formation de combat au sud de Panmunjom.

« Nous ne frapperons pas les premiers, mais nous ne tolérerons pas que l'ennemi nous prenne de vitesse » a annoncé Radio Pyongyang - la radio nord-

coréenne. En réponse à la mise en état d'alerte des « forces armées occupant la Corée du Sud », le président Kim Il Sung a ordonné la mise en état d'alerte de l'armée, des organisations de gardes rouges de travailleurs, de paysans et de jeunes qui doivent se tenir prêts au combat. La radio a, par ailleurs, demandé aux impérialistes américains de cesser leurs activités provocatrices sous peine de « destruction inévitable et complète ».

Depuis 1953, les discussions sur la réunification de la Corée piétinent et les incidents de frontière entre les deux Corées sont fréquents. Mais la victoire de la révolution indochinoise, par l'exemple qu'elle donnait aux peuples sous la domination de l'impérialisme, a sensiblement modifiée les données de la situation en Asie du sud-est. La montée de l'opposition en Corée du Sud au régime dictatorial de Park Chung Hee, qui ne se maintient que par la terreur et le soutien des Etats Unis, comme l'affaiblissement des positions américaines dans la région rendent de plus en plus difficile la présence des troupes américaines en Corée du Sud.

C'est la raison pour laquelle, depuis un an, la Corée du Nord accentue sa politique de pression, en particulier sur le plan diplomatique, pour obliger les troupes US à se retirer de Corée du Sud.

C'est dans le cadre de cette offensive de la Corée du Nord que l'on peut apprécier le dernier incident. En pleine conférence de Colombo et à quelques semaines de l'assemblée générale des Nations Unis où devrait être posé le problème de la Corée, cet incident rappelle avec force la présence de l'armée américaine en Corée du Sud.

Frédéric Carlier

LIBAN

De nouvelles batailles et un sommet arabe à l'horizon.

Alors qu'au Liban, les organisations politiques et militaires s'apprêtent à mener « la bataille de la montagne » dans les milieux diplomatiques arabes, on parle de la tenue d'un nouveau sommet arabe.

Ce sommet quadripartite arabe, qui regrouperait les chefs d'Etats égyptien, syrien, saoudien et koweïtien ainsi que des représentants de la résistance palestinienne, pourrait avoir lieu prochainement.

C'est à en croire que les régimes arabes se plaisent à se réunir à la veille des batailles de grande envergure au Liban, afin de décider quoi faire, ou plutôt, quoi ne pas faire. Car on se rappellera bien qu'à la veille des batailles de Tall El Zaatar, un sommet quadripartite arabe avait eu lieu.

Il n'est point de doute sur les intentions de la Syrie et de ses alliés libanais de mener une nouvelle offensive militaire contre les positions de la gauche et de la résistance palestinienne dans la « Montagne chrétienne ». Les hésitations qui s'expriment de la part des ministres

de droite sur le déclenchement rapide de la nouvelle bataille, sont motivées par la recherche de la conjoncture politique la plus favorable afin d'entamer de nouveaux massacres. Trop exaltés par leur dernière victoire à Tall El Zaatar et Anabaa, les phalangistes, lePNL, et le régime syrien, semblent vouloir exiger le plus de concessions de la part des palestiniens et de la gauche au moindre prix. Chamoun déclare avec une arrogance sans pareille que les palestiniens devraient se retirer du Liban.

Par ailleurs, la gauche libanaise durcit ses positions. En fait, et d'après la radio progressiste libanaise : « Damas n'a pas encore arrêté sa position à ce niveau (la bataille de la Montagne), attendant de connaître au préalable les ac-

tivités politiques arabes et internationales ».

Si la direction de l'OLP tente toujours d'obtenir une intervention en sa faveur de la part de la Ligue Arabe, les positions développées dernièrement par Kamal Joumblat et les déclarations de Yasser Arafat indiquent que dans le cas d'un échec à ce niveau, la résistance contre l'avance des syriens et des milices chrétiennes sera de nouveau organisée. Joumblat dans un meeting regroupant 5 000 de ses partisans a déclaré : « ne me demandez pas quand la guerre finira. Personne ne doit abandonner les villages du front, nous préférons nous voir plutôt morts qu'humiliés ».

La bataille de la Montagne sera en effet relativement décisive. L'enjeu est grand pour les forces des deux camps, une victoire militaire de la droite chrétienne de la Syrie serait fatale pour la gauche et la résistance palestinienne. MS

ARGENTINE

LA DICTATURE CONTINUE A TUER

La longue liste des assassinats continue en Argentine. Chaque jour des militants disparaissent. Chaque jour des hommes et des femmes sont assassinés. Chaque jour la dictature militaire se rapproche dans son bilan, des résultats de sa soeur chilienne.

Ainsi, l'ancien sénateur radical Hipolito Solari Irigoyen, connu pour avoir à plusieurs reprises pris la défense de militants accusés d'« activités subversives », a disparu mardi soir à Trelew.

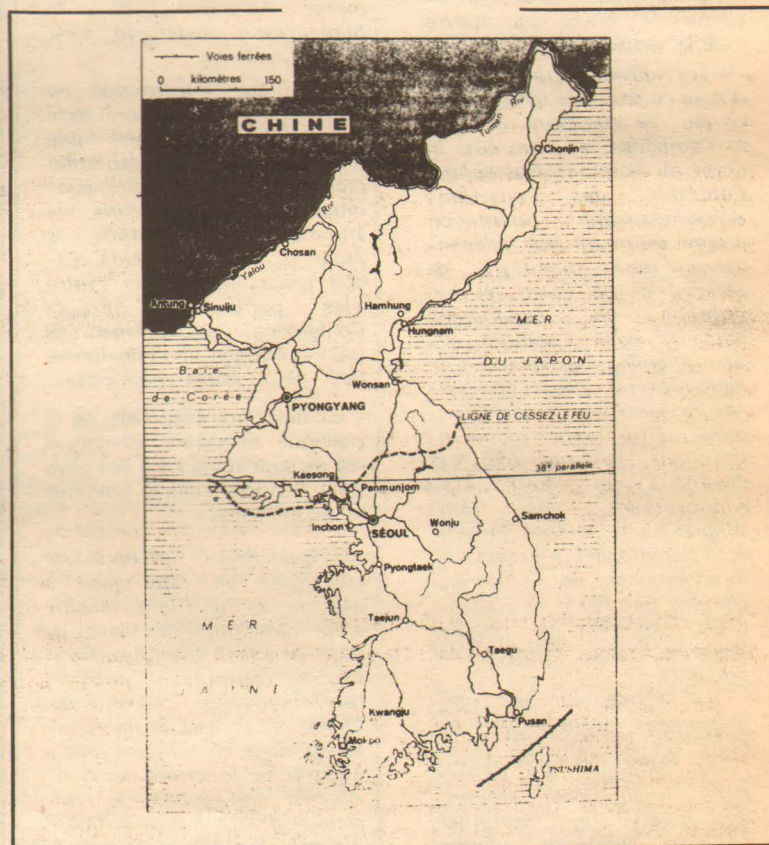
Mardi deux militants Monténoros ont été abattus, en plein centre de la ville, à La Plata. Ils peignaient des slogans « subversifs » déclare la police. Le même jour, à Rosario,

quatre militants de l'Armée Révolutionnaire du Peuple sont tués au cours d'un accrochage avec une patrouille militaire. De même à Tucuman où il s'agissait de militants Monténoros. A Cordoba, deux autres personnes ont été abattues alors qu'elles tentaient de s'opposer à une perquisition de l'armée dans une maison de la ville. Ce qui porte à dix, le nombre officiel de morts pour cette seule journée.

Ce seul chiffre qui cache des dizaines d'autres assassinats dans les prisons ou dans les rues, doit nous rappeler que c'est l'ensemble du mouvement ouvrier argentin que la dictature cherche à détruire.

THAILANDE

Le général Prapass Charusathira, entré « clandestinement » dans le pays, a été placé en détention provisoire dans un camp de l'armée. Le retour de l'un des trois principaux dirigeants de l'ancienne dictature militaire avait provoqué de vives réactions. Le mouvement étudiant organisait, le 19 août, une manifestation à Bangkok qui regroupait, selon l'AFP, 20 000 personnes, chiffre considérable. Il exigeait la mise en jugement de l'un des responsables des massacres d'octobre 1973 où 71 personnes au moins trouvèrent la mort. Le gouvernement semble avoir opté une solution de compromis acceptable pour les militaires, vu la pression du mouvement de masse. Prapass aurait accepté de retourner en exil après une semaine en Thaïlande, accordée « pour raisons médicales ».



la guerre de corée

Après la capitulation de l'impérialisme japonais qui occupait la Corée, l'armée soviétique pénètre en Corée du Nord en août 1945.

Le 6 septembre, une assemblée issue du mouvement de résistance anti-japonais en Corée formait le gouvernement de la République du peuple ayant autorité sur l'ensemble de la Corée.

Deux jours plus tard, les forces d'occupation américaine débarquent, conformément aux accords de Yalta et Potsdam, en Corée du Sud. Ignorant le gouvernement de la République du peuple, les Etats Unis proclamaient comme seul gouvernement légal en Corée du Sud, le « gouvernement militaire des Etats Unis en Corée du Sud ».

Alors qu'un gouvernement de la République populaire de Corée du Nord était formé en 1948, les Etats Unis installaient au sud le gouvernement de Syngman Rhee, fortement impopulaire, qui subissait une écrasante défaite aux élections du 30 mai 1950 (12 députés élus favorables à Rhee sur 210).

Le 12 juin, dans des circonstances peu claires, commençait la guerre de Corée. L'armée nord-coréenne progressait rapidement, ne rencontrant qu'une très faible opposition de la population, opposée au régime de Rhee et favorable à la réunification du pays.

L'intervention américaine, soutenue officiellement par l'ONU empêchait seule l'effondrement du régime Rhee. En octobre 1950, les troupes américaines, sous le commandement de Mc Arthur, envahissaient la Corée du Nord. Peu après, la Chine populaire apportait son soutien militaire à la Corée du Nord et plusieurs centaines de milliers de soldats chinois combattaient au côté des nord-coréens. L'« opération Killer » (opération tueur) lancée par les Etats Unis, au cours de laquelle, pour la première fois, le napalm était utilisé, achevait de détruire ce qui restait de la Corée.

Après deux ans de négociations, l'armistice consacrant la division du pays le long du 38° parallèle était signé à Panmunjom le 27 juillet 1953, laissant un pays en ruine.

MOSCOU, PEKIN ET LA CONFERENCE DES NON-ALIGNEDS

Le conflit entre Moscou et Pékin a trouvé un terrain d'affrontement privilégié dans l'ensemble de l'Asie. Puissance planétaire, Moscou tente d'isoler Pékin qui demeure une puissance asiatique. Ces dernières années, Moscou a tenté avec persistance de mettre sur pied dans cette région du monde un Traité de Sécurité dans un double but : répondre à l'O.T.A.S.E. (Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est) impérialiste et isoler la Chine de façon agressive. Cette opération a tourné court et demeure à ce jour sans espoir de réalisation. Le glissement à droite de la politique extérieure chinoise et les garanties apportées à différents Etats liés à l'impérialisme (la Thaïlande) sont des réponses aux manœuvres soviétiques.

L'intérêt de Moscou et de Pékin pour cette Conférence des Non-Alignés est grand. Il y a là, rassemblés, quantité d'Etats, qui représentent autant de moyens de pression à utiliser contre l'impérialisme, mais aussi contre la Chine ou contre l'URSS respectivement.

Les nouveaux Etats ouvriers d'Asie ne sont pas rentrés dans ce jeu : le Viet-Nam, le Laos, le Cambodge, et avec eux, la Corée du Nord ont développé à Colombo des positions dénotant une orientation propre, affirmant leur indépendance déjà manifeste de Moscou et de Pékin, et exprimant un phénomène nouveau dans l'histoire des Non-Alignés : l'existence d'un regroupement d'Etats ouvriers encore auréolés de leurs victoires contre l'impérialisme intervenant comme tels, et créant au sein du « mouvement des Non-Alignés » une polarité nouvelle et différente des pressions ou interventions de l'extérieur dirigées par Pékin et Moscou. C'est contre ce clivage nouveau que Tito s'est prononcé.

La conception du non-alignement avancée par ces Etats est en fait une orientation politique, qui reprend leurs orientations propres : anti-impérialiste, révolutionnaire et socialiste, ajoutant dans le cas de la Corée et du Vietnam, qu'il était nécessaire « d'accroître fortement la production agricole pour atteindre l'autosuffisance alimentaire », afin « d'éviter de tomber sous la coupe des pays développés ».

La constitution de ce pôle

nouveau au sein des Non-Alignés ne représente pas un renforcement de Moscou et de Pékin, comme cela pourrait paraître, mais introduit de nouvelles difficultés pour les diplomates des bureaucraties de Moscou et de Pékin, et des germes de tensions futures.

Seule Cuba a parlé haut en défense de l'Union Soviétique :

« sans l'URSS, le peuple angolais n'aurait pu remporter la victoire contre l'impérialisme ».

Etablie de longue date, la politique de Moscou à l'égard du Tiers-Monde a toujours été de s'allier à des régimes bourgeois en conflit avec la domination impérialiste (l'Egypte en premier, l'Inde en suite).

Avec l'accentuation des contradictions socio-politiques au sein du Tiers-Monde, qui s'est traduite par la radicalisation des masses, d'une part et, d'autre part, la réintégration de l'orbite des Etats impérialistes par les bourgeoisies de ces pays, la marge d'action de la bureaucratie soviétique s'est réduite.

Son intervention en Angola, même sous forte pression cubaine, est une manifestation d'une adaptation tactique à ces nouvelles conditions et met Pékin dans une situation délicate. Ainsi, le jeudi 19 août, la Pravda a-t-elle lancé une attaque contre « les participants de la Conférence, qui prônent la théorie erronée de l'hégémonie des deux super-puissances ».

L'un des buts essentiels de la politique étrangère soviétique est de soutenir la lutte des pays pour l'indépendance politique et économique ».

Pour Pékin, la nécessité conjuguée de faire face à Moscou et à l'impérialisme s'est traduite par des prises de position allant jusqu'à soutenir des régimes contre-révolutionnaires (Thaïlande, Chilik Sri Lanka). Sa faiblesse économique et militaire face à Moscou sur le terrain des Non-Alignés sont autant de handicaps, d'autant plus difficiles à surmonter, que le cours de la politique chinoise se trouve dépassé par celui des nouveaux Etats ouvriers d'Indochine, qui ont redistribué les cartes politiques dans le Tiers-Monde, comme cette Conférence a au moins servi à le montrer.

Gérard Vergeat

A TRAVERS LA LUTTE DE FRANCE-SOIR

• L'Union Nationale des Syndicats de Journalistes appelle à une manifestation le 26 août à Paris

A la suite de la prise de participation par M. Robert Hersant de 50% du capital de la société éditant « France Soir », un référé a été engagé jeudi pour demander la nomination d'un administrateur judiciaire. L'administrateur judiciaire, qui aurait pour mission de rechercher les conditions de session des parts, devrait également rechercher si des infractions n'ont pas été commises à l'article 9 de l'ordonnance du 26 août 1944 sur la presse, qui interdit à une même personne d'être directeur de plusieurs quotidiens. Le référé devrait être plaqué mardi prochain.

Pour la semaine prochaine, l'Union Nationale des Syndicats de Journalistes (autonomes, CGT, CFDT, FO) propose aux grévistes de faire passer une tribune libre de la lutte dans toute la presse. L'UNSJ pense sortir pour sa part un journal-tract d'information et de mobilisation. Une manifestation le 26 août est proposée avec possibilité d'arrêt de travail. Une collecte de soutien s'organise.

Les démarches pour rencontrer des personnalités se poursuivent : non seulement Giscard mais encore les « petites personnalités ». D'après un décret de 1944, un seul homme ne saurait en effet être propriétaire de plusieurs quotidiens. Une action juridique est donc prévue contre Hersant : aux groupes parlementaires les grévistes poseront donc la question : « que comptez-vous faire pour faire appliquer cette ordonnance de 1944 ? » Et qui sait si la sortie d'un France-Soir pirate n'est pas une idée en germe chez certains ?

La solidarité s'amplifie.

Enfin, à la différence de la lutte du Figaro qui était restée circonscrite au journal, la solidarité s'amplifie.

De nombreuses sections syndicales, au Monde, à l'Express, à Europe 1, à Radio France etc... ont exprimé leur solidarité entière. Les sections CGT, CFDT et FO de nombreux départements, ainsi que les confédérations nationales CGT, CFDT ont communiqué leur appui aux grévistes. Tous insistent sur la prise en main de l'information par le gouvernement. La CFDT précise que « la valeur commerciale de l'informa-

tion prime, aujourd'hui, sa valeur sociale », la CGT insiste sur la garantie de l'emploi, le maintien des avantages acquis par les travailleurs et la pluralité de la presse.

Les problèmes qui se posent.

A partir d'un tel conflit, beaucoup de questions intéressantes surgissent. Par exemple l'emploi. Les futurs licenciements dans un éventuel journal Hersant préoccupent déjà tous les grévistes. Pourtant, la bataille pour le maintien de l'emploi n'est pas encore posée, tant la lutte contre la main-mise de Hersant est dans le cœur de tous, à la une de l'actualité.

Lors de l'AG du 18 août à France-Soir, une militante de la CGT a également attiré l'attention sur une question centrale : « ce n'est pas à nous de choisir notre patron ». Ceci pour engager le débat avec ceux qui présentent des solutions alternatives à l'achat de France-Soir par Hersant. Cette discussion remet en cause profondément une idée qui flotte chez certains rédacteurs : la défense de la « boîte France-Soir » dans son ensemble.

Et d'ailleurs le patron, quel patron ? un directeur vétuste et paternaliste serait-il « préférable » à la pieuvre Hersant, pour qui compte seulement rentabilité et opération politique ? Et après tout, qu'avons-nous à faire de la défense de cette « presse pourrie » disent

certains. Si nous sommes entièrement solidaires de cette lutte, c'est que nous nous battons pour le pluralisme de la presse, contre la main mise directe du gouvernement sur l'information - celle de droite également.

Un autre débat pointe aussi son nez : celui de la modernisation de la presse et des réseaux de distribution. Il est certain que le système des fac-similé (envoi des plaques par câbles en province pour être reproduites localement) peut permettre une diffusion plus rapide de l'information. Cela peut faciliter l'encre provincial des journaux nationaux. On ne défend pas les caractères de plomb de Gutenberg, et le progrès dans ce domaine serait incontestable, si... Entre les mains de qui se concentrera cette technique nouvelle, cet énorme pouvoir d'information ? Les petits quotidiens n'en auront pas les moyens financiers. C'est au service de toute la presse que doivent être les progrès techniques.

Quel contrôle des travailleurs de la presse sur le contenu des journaux qu'ils confectionnent, quel contrôle de l'ensemble des organisations ouvrières, quelle presse et quelle information en société socialiste ? Ces questions, qui avaient suscité de riches débats lors de l'affaire du *Republica* au Portugal, se trouvent réactualisées avec le conflit de France-Soir.

MF

Position de la fédé du livre CGT Corporatisme étriqué ou réalisme ?

Que feront les travailleurs de la FFL (Fédération du livre CGT) si la grève de France-soir devait se prolonger ? Les journalistes grévistes sont certes majoritaires mais pas la totalité. La direction de France-soir pourrait très bien tenter de réaliser le journal avec les journalistes non grévistes. Auquel cas il reviendrait aux travailleurs du livre (qui, eux, ne sont pas en grève) de décider s'ils sortent le journal ou non.

La direction de la FFL n'a pas encore pris position sur ce problème précis, même si, il y a trois jours, elle s'est déclarée dans un communiqué très attachée au pluralisme dans la presse, condamnant du même coup les concentrations actuelles.

Après une année de difficiles négociations un accord cadre a été conclu entre les journaux parisiens et la FFL. Le Figaro et France-soir, qui avaient quitté le syndicat de la presse parisienne, ont finalement eux aussi signé l'accord. Cet accord fixe les conditions de travail des ouvriers de la presse à la lueur des restructurations et de la modernisation des conditions de production des journaux. Il semble que le syndicat du livre ne serait pas prêt à se lancer dans une grève qui, estime-t-il, ne le concerne pas directement, dans la mesure où l'accord signé le 7 juillet dernier n'est pas remis en cause par la direction de France-soir. S'y ajoutent les réticences tradition-

nelles vis à vis d'une grève lancée par des journalistes, alors que ces derniers n'ont pas toujours soutenu celles que menaient les travailleurs du Livre. Derrière cette argumentation, de vieux contentieux, nourris souvent par un corporatisme étriqué, ressurgissent.

Pourtant de nombreux travailleurs du Livre se demandent si cette grève ne les concerne pas directement. Il est clair qu'une restructuration Figaro-France-soir amènera à terme des licenciements. Même si ces derniers ont lieu dans un premier temps de façon déguisée (en avançant l'âge de la retraite, en ne réembauchant pas pour remplacer les départs), il n'existe aucune garantie sérieuse pour que « les nécessités économiques » ne conduisent pas à des « dégraissages » non prévus par l'accord signé par Hersant. Ce dernier demeure pour l'instant discret sur la question, mais on ne l'a pas appelé à France-soir pour faire du philanthropisme. Si de tels licenciements devaient intervenir il n'est pas sur que les licenciés, dans la situation économique que nous connaissons, puissent aussi facilement se reconverter que lors de la disparition de Paris-Jour.

La FFL présente comme garantie l'accord cadre lui-même. La question est de savoir si Hersant, dont personne ne connaît avec précision la marge de manœuvre financière, a les moyens économiques de le respecter.

G.M.

« L'information » du Figaro-Hersant

Dans Le Figaro d'hier, Hersant montre sa conception de l'information à propos de la grève des journalistes de France-Soir : sur deux colonnes, sa propre déclaration injurieuse contre les grévistes, et c'est tout pour la première édition. Dans la seconde en 4 lignes, la continuation de la grève. Au Figaro, des journalistes réagissent dans un communiqué :

« les délégués syndicaux SNJ et CFDT du « Figaro », qui sont intervenus auprès de la rédaction en chef pour une couverture plus complète du conflit de « France-Soir » s'affirment pleinement solidaires du combat mené par la rédaction de France-Soir (...) La séparation entre la rédaction et la gestion, promise aujourd'hui rue Réaumur (siège de F-S) comme il y a un an au Rond-Point (des Champs-Élysées, siège du Figaro), est démentie par le passage à la une du « Figaro » jeudi, de la communication du propriétaire sans l'équilibre indispensable aux lois d'information ».

Guadeloupe

Stirn vulcanologue

Stirn, qui vient d'arriver en Guadeloupe, tente de rassurer la population réfugiée. « Il n'y aura pas de limite à l'aide du gouvernement » a-t-il déclaré, en allongeant des chiffres sur la table de sa conférence de presse. Dehors pourtant, les choses ne changent guère. Il a même ajouté, histoire de souligner que la mère-patrie pense à tout le monde, que s'il n'y avait pas eu d'évacuation, les secousses de ces derniers jours auraient pu faire de nombreuses victimes. Et il conclut, toujours bien informé : « la situation demeure préoccupante, mais c'est une première mondiale d'avoir fait évacuer tous les habitants, soixante quinze mille personnes, avant un séisme. Cela n'a jamais été réalisé, même en Chine ». Tiens donc. En Chine il s'agissait d'un tremblement de terre, et non d'un volcan. Le premier ne nécessite pas d'évacuation de la région. Il suffit de sortir des maisons. Le second par contre, exige l'évacuation totale, qui elle peut être prévue longtemps à l'avance. Ce que n'a pas fait Stirn.

Ceccaldi relaxé

• Un désaveu pour Lecanuet

Le substitut Ceccaldi, « promu » à Hazebrouck par Lecanuet pour le détourner de son enquête sur l'affaire des pétroliers et qui avait refusé de rejoindre ce poste devait être jugé à ce titre par la commission de discipline du Parquet. Celle-ci aurait relaxé le magistrat sur ce point.

Mais Lecanuet, décidément obstiné, poursuivait également Ceccaldi pour manquement à l'obligation de réserve dans ses déclarations publiques. Sur cette accusation, la commission de discipline proposerait (à une voix de majorité) la « réprimande », sanction la plus faible prévue par le statut de la magistrature.

Pour s'opposer aux sanctions qui menaçaient le substitut de Marseille ; la mobilisation des magistrats avait été importante et s'était traduite notamment le 10 juin par la première grève de la magistrature.

Le syndicat de la magistrature constate donc que la décision de relaxe, si elle n'est pas démentie « équivaut à un désaveu du ministre ».

Il considère que la proposition de réprimande « pour manquement à l'obligation de réserve » est encore trop, car Ceccaldi « n'a fait que se défendre face aux attaques de M. Lecanuet ».

PROCHAINES REVELATIONS DANS L'AFFAIRE AGRET

Pourquoi le nier : la campagne de dénigrement organisé contre Roland Agret par certains journaux (l'Express, Minute, le Méridional) en mai-juin dernier a finalement porté ses fruits. Qui donc, parmi ceux qui un moment ont pris conscience de la nécessité de réviser le procès de Roland Agret sait qu'il continue sa lutte dans sa prison des Baumettes, qu'il refuse toujours de s'alimenter (et ça dure depuis le 15 mars !) que son état de santé malgré les quelques médicaments qu'il absorbe devient de plus en plus critique (troubles cardiaques notamment).

Le temps continue d'être le principal ennemi. C'est pour cela qu'il vient de prendre une décision qu'a rendu publique son avocate MC Etelin dans la journée d'hier.

« Je suis en mesure de dire, précise M^o Etelin, que les causes du crime dont on accuse Roland Agret sont liées à des opérations financières frauduleuses auxquelles se livrait Borrel (la victime d'un des crimes qu'on accuse Agret d'avoir commandité) pour le compte d'individus disposant d'un statut politique et social important ». On sait depuis longtemps que SAC et requins du pouvoir grenoillent tout au long de cette affaire dans laquelle Agret a sans doute joué le rôle de bouc émissaire.

M^o Etelin prend soin de préciser d'ores et déjà que de hauts magistrats et diverses personnalités ont dès maintenant informées des révélations que compte faire Agret : circonstances du crime et commanditaires de celui-ci. On comprend sa prudence. Un malheur arrive tellement vite.

JF.V.

Du milieu des luttes de l'été

● CARON-OZANNE : QUATORZIEME MOIS DE LUTTE !

Après l'évacuation par la police de Caron (Caen) et de l'IMRO (Rouen), les travailleurs des deux entreprises gardent le contact et continuent la popularisation.

— 5 juin 1975, les travailleurs de l'imprimerie Caron Ozanne votent la grève illimitée avec occupation des locaux.

— 29 septembre 1975, les travailleurs de l'imprimerie IMRO votent la grève illimitée avec occupation des locaux.

Deux grèves actives sur la Normandie ; les travailleurs utilisent leurs machines au service des luttes, discutent avec les autres travailleurs de la région. Le mot « coordination » est prononcé de plus en plus souvent. Cette volonté de réunir les moyens de lutte ne se développe pas sans problèmes. En effet, les directions syndicales freinent le développement de ces formes de lutte.

A Caron, il est décidé la publication d'un journal ouvert à tous les travailleurs en lutte de la région. « Ouest-licenciements ». Les directions nationales FFTL-CGT et CFDT retirent leur soutien à ce journal.

Au bout d'un an, devant la détermination des travailleurs, le pouvoir décide de frapper un grand coup. Fin mai 76, évacuation de Caron-Ozanne, mi-juillet, c'est le tour des IMRO.

Face à la première de ces évacuations, une puissante riposte s'est organisée. La direction FFTL-CGT lance un mot d'ordre de grève générale de 24 heures qui fut largement suivi.

Par contre, vis-à-vis des camarades de l'IMRO, la FFTL n'a riposté que faiblement face à leur expulsion. Cela malgré l'article 1 des statuts de la CGT (liberté d'opinions politiques), car les divergences sur les formes de lutte de l'IMRO ne sont pas un motif suffisant pour se désolidariser des travailleurs au moment de l'offensive gouvernementale et patronale.

Peu de temps avant l'évacuation, les travailleurs de l'IMRO avaient organisé des journées portes ouvertes, dont la fédération CGT du Livre s'était retirée prétextant de la présence « d'éléments et de stands gauchistes ». (Il y avait un stand du MIR chilien...). Depuis, la fédé s'est désolidarisée des deux imprimeries, ne pouvant plus « contrôler » toutes

les actions de ces travailleurs en lutte.

Ce fut un coup dur pour les travailleurs de ces deux imprimeries. Ils décidèrent cependant de continuer la lutte en se réunissant à l'extérieur des entreprises, en popularisant au maximum leur conflit, en participant à tous les rassemblements de la région.

IMRO, Caron-Ozanne, ce n'est pas fini

Les contacts avec les différentes entreprises en lutte se sont développés. Caron-Ozanne participe à la coordination nationale avec Lip, Griffet, Idéal-Standard, etc. Les camarades de l'IMRO ont mis à l'ordre du jour leur participation à cette coordination. Une rencontre IMRO, Lip est prévue pour la fin du mois d'août à Besançon.

Pour les camarades en lutte, les vacances signifient une baisse du militantisme, un isolement fortement accentué. C'est pour cette raison que des contacts réguliers sont maintenus entre les différentes boîtes en lutte.

Pour leur part ceux de Caron préparent un film sur le journal *Ouest-licenciements*. Effectivement pendant tout le conflit, des prises de vue ont été effectuées sur le tirage du journal, des interviews ont été enregistrées. Il s'agit de témoigner maintenant d'une expérience de lutte, de tirer un bilan qui doit servir aux conflits à venir. Ils amassent aussi des articles de paysans, de travailleurs. A Rouen, on prépare la prochaine plaquette de *Spécial Licenciements*.

Malgré le léger relâchement de l'activité syndicale, ce n'est pas le travail qui manque. Il faut répondre à un courrier abondant, prévoir des délégations pour les différents rassemblements. Tous les matins, les Caron se réunissent en AG.

TRIBUNE des luttes

COMMUNIQUE FEDERATION CFDT DES SYNDICATS DE BANQUES

INFORMATIQUE et LIBERTES DANS LA BANQUE

La CFDT de la Société Générale vient d'écrire au président de la république à propos du fichier-clientèle de cette banque :

Monsieur le Président de la République,

Ayant appris par la presse qu'un récent Conseil des Ministres s'était penché sur les risques que pouvaient faire courir l'informatique (les fichiers notamment) aux libertés, nous nous permettons de vous exposer un fait intervenu dans notre entreprise : la Société Générale.

En 1975, la Direction de notre entreprise a pris la décision de constituer un fichier de la clientèle dans lequel doit figurer le numéro de Sécurité Sociale du client (et de son conjoint éventuel).

Notre Organisation s'est élevée, en séance du Comité Central d'Entreprise, contre cette mesure qui risque de mettre en cause les libertés individuelles du fait de la possible connexion des fichiers par l'intermédiaire du numéro de Sécurité Sociale. La CFDT a demandé la cessation immédiate de la collecte de ces renseignements et la destruction du fichier déjà existant ; elle s'est vu opposer un refus par la Direction de la Société Générale.

Nous pensons qu'une Banque Nationale comme la Société Générale doit montrer l'exemple en matière de respect des libertés, conformément à la volonté manifestée par le Conseil des Ministres sous votre présidence.

Nous estimons que les 33 000 salariés de la Société Générale seraient très satisfaits de connaître les mesures que vous comptez prendre à cet égard ; notre Organisation ne manquera pas de les en informer.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre haute considération.

Paris le 18 août

Les distractions ne manquent pas non plus. Toutes les semaines, afin de détendre l'atmosphère, les copains partent faire un repas en campagne ou au bord de la mer.

En ce qui concerne les ressources, si ces travailleurs continuent à toucher les 90 %, ce n'est pas sans mal. Toutes les démarches sont faites collectivement. Il n'est pas rare que les travailleurs aillent hausser la voix au bureau de l'ANPE.

Mais la période des indemnités de chômage se termine en novembre. A la fin de cette période ils devront se contenter de 45 % de leur salaire. Non content de voler l'emploi des travailleurs, le patronat leur coupe les vivres. Face à ce chantage, la solidarité doit s'accroître.

Correspondant Livre Caen.

LE RAIL BOIT TROP DE SANG

Au lendemain de la mort, lundi matin, de deux ouvriers d'une équipe d'entretien fauchés par l'autorail Limoges-Toulouse, le chef de l'équipe concernée a été écroué à Cahors sous l'inculpation « d'homicide involontaire ».

Sans nier la nécessaire responsabilité de l'encadrement, (revers évident d'une hiérarchie que la direction de la SNCF ne cherche qu'à renforcer), on ne peut que constater avec dégoût l'éternel souci de la SNCF à la suite des trop fréquents accidents du travail : trouver un lampiste à livrer à la justice. Cette manœuvre fréquemment renouvelée découle en toute logique du credo de la direction en matière de sécurité du travail. Pour elle, le refrain essentiel c'est la non-liaison entre l'insuffisance des effectifs et le nombre des accidents. Forte de cette affirmation, la direction se paye même le luxe de mener d'hypocrites campagnes de sécurité tout en maintenant ou renforçant la charge de travail des cheminots. Ces trains français à l'exactitude « que le monde nous envie », coutent cher en vies humaines, mutilations, blessures, incapacités de travail. En 1974, sur le réseau, il y a eu quatre accidents de travail par jour ! (voir la brochure « La taupe sur les rails »). La politique actuelle de la direction consistant à supprimer des dépôts, ateliers, magasins, et gares desservies, ainsi qu'à généraliser la conduite à agent seul, ne peut qu'aggraver cette insécurité permanente pour les travailleurs.

Face à ces accidents, cette politique d'inculpation, de contrôle policier des cheminots, ceux-ci ont déjà répondu à plusieurs reprises : « Pas de sécurité, pas de travail ». Les grèves régionales qui démarrent demain s'élèvent contre la création du grade T5 pour les conducteurs de trains rapides, alors que sur l'ensemble du réseau, la conduite à agent seul progresse. La SNCF est plus préoccupée de favoriser une majorité de privilégiés que d'assurer la sécurité des voyageurs et des agents eux-mêmes. C'est contre cette politique globale de rentabilisation que les cheminots se battent. Si on laisse faire la direction, la SNCF championne des trains rapides pour hommes d'affaires pressés, risque aussi de le devenir pour ces accidents mortels.

N. Descampes

Grève de remorquage au Havre

Depuis jeudi matin le trafic du port du Havre est perturbé, les officiers et marins CGT de la compagnie de remorquage « les Abeilles » étant en grève. Ils protestent contre la remise en question de l'embarquement d'un troisième matelot sur les remorqueurs desservant un terminal pétrolier. Le principe de ce nouveau poste avait été accepté par la compagnie qui finalement le supprimera... Si cette grève continuait elle entraînerait un arrêt total du trafic pétrolier. (AFP).

Grève à la CAF de Tours

Depuis le 11 août le personnel du centre informatique de la caisse assurance vieillesse de Tours est en grève pour protester contre une circulaire de l'administration fixant unilatéralement un programme d'examen ouvrant l'accès à la garantie de certains de l'informatique et à la progression à l'intérieur de différents emplois, « elle appelle d'autre part ses adhérents à refuser l'organisation de ces examens, à déclencher une grève des centres informatiques concernés le jour où ces examens seraient appelés à se tenir ». Une action nationale est envisagée en septembre. (AFP).

Ugine-Aciers.

Ugine-Aciers. Une grève qui doit durer quatre jours a commencé mardi matin à l'usine d'acières spéciales de l'ardoise (1 700 personnes), de la société Ugine-Aciers (Gard). Le mouvement est largement suivi par le personnel posté (fabrication), le personnel de jour (bureaux et ateliers) est en grève à 60%. Le mouvement, lancé par la CGT, la CFDT et la CFTC est destiné à appuyer les revendications de salaires et d'effectifs : augmentation mensuelle de 200 F, prime de 500 F en compensation du chômage partiel une sixième équipe par poste.

Les grévistes ont cadenassé les portes de l'usine et placé des piquets sur les routes y menant. La direction et un groupe de jaunes sont entrés dans l'usine après avoir fait sauter les cadenas.

AFP

Les cours du raisin de table en chute libre.

« La situation est grave a affirmé le Président de la Fédération des Producteurs de Raisins de Table, car il y a actuellement en France des invendus de l'ordre de 50% et plus, on assiste à des importations de jus de raisins et de moûts de raisins de pays tiers, comme la Grèce ».

Les producteurs réclament donc des mesures compensatoires. Leurs organisations doivent se réunir lundi prochain à Avignon pour décider des actions éventuelles. D'ici là il n'est pas improbable que des actions de commando soient mises sur pied, ont laissé entendre les responsables de la Fédération.

AFP

les temps modernes

QUIPROQUO A FECAMP

Un jeune homme se présente mercredi au guichet de la Banque de France à Fécamp pour y changer 9 600 pièces de 1 franc, les policiers, alertés par le directeur ont cru tenir un des auteurs du hold-up de Mantes la Jolie où 400 000 pièces de 1 franc avaient été dérobés le 2 août à la Banque de France. Les limiers en herbe ont du déchanter, il s'agissait simplement d'un adepte de Moon venu changer en billets les kilos de monnaie collectés sur la voie publique.

DROGUE : LA POLICE COMPLETE SES STOCKS

Mauvaise journée pour les porteurs de hasch. A Mulhouse la police saisit 21 kg, planqués sous le capot d'un véhicule appartenant à un ressortissant marocain. A Roissy en France, c'est la douane qui met la main sur 16 kg de drogue, emballée dans un colis. En ce qui concerne l'affaire de Mulhouse, la police pense avoir prise maintenant sur le premier maillon d'un important trafic. Pas de quoi crier à l'exploit : c'est un malencontreux accident de voiture qui a permis la découverte de la drogue.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE : L'ENQUÊTE EST DANS LE TUNNEL

Après le cambriolage réalisé le week-end dernier à l'agence de la Société Générale de l'île St Louis, une information judiciaire a été ouverte. Les premières victimes ont porté plainte et inventorié le contenu de leur coffre : bijoux, papiers, sommes d'argent, œuvre d'art. Bien que les cambrioleurs aient été sélectifs, délaissant des papiers difficilement négociables et des tableaux, la valeur du butin pourrait être égale ou supérieure aux 50 millions de francs dérobés à Nice quatre semaines plus tôt dans des conditions similaires.

La police dispose essentiellement comme indices du matériel abandonné par les cambrioleurs dans le tunnel qu'ils ont creusé entre l'égout et la salle des coffres : bottes d'égoutiers, tuyaux, débris de lances thermiques, bref, pas grand chose. Elle va surtout chercher à tirer des informations des habitants du quartier qui ont vu des égoutiers samedi.

Ponia va mettre en branle ses différents services, y compris la brigade anti-gang. Mais les auteurs des deux fric-fracs, risquent de susciter de nouveaux imitateurs, la méthode s'étant révélée propre, nette et efficace.

LA LIBRAIRIE ROUGE RESTE OUVERTE

On signale à nos lecteurs que la librairie Rouge, au 10 impasse Guéméné, est ouverte pendant tout le mois d'août. On vous rappelle que vous pourrez trouver le livre de Selim Accaoui et Magida Salman, « Comprendre le Liban », pour la modeste somme de 12 frs.

5 pages dans ce dossier : le bilan du MLF aux USA et en France, « Les femmes et la révolution française », « Du 19^e siècle à nos jours » ; un article sur la lutte de classe et la lutte de sexe, les rapports du féminisme avec la gauche et l'extrême-gauche, enfin « Les femmes dans une organisation révolutionnaire ».

Visiblement cette question commence à préoccuper LO. Le constat général : « Bilan positif » pour ce mouvement, qui, bien qu'il regroupe « une minorité de femmes, surtout des intellectuelles » a pesé de façon importante dans le pays et « les effets de cette révolte se font déjà sentir dans certaines entreprises et des milieux qui dépassent largement ceux de la petite bourgeoisie intellectuelle ». C'est pourquoi « Les révolutionnaires voient dans le mouvement féministe, le cri de révolte des femmes, une révolte qu'ils approuvent et qu'ils soutiennent. Aussi, même s'ils ne partagent pas les perspectives des féministes ou plutôt leur absence de perspectives, même s'ils n'approuvent ni toutes leurs revendications ni toutes leurs méthodes, ils soutiennent ces mouvements et sont solidaires de leurs actions ».

Mais que propose LO ?

Nous pourrions nous réjouir de telles prises de positions et ne rien ajouter s'il n'y avait pas quelque chose d'étonnant : en 6 pages LO distribue de ci de là les bons points, critique les positions de l'extrême-gauche, semble dire globalement :

Un dossier de Lutte Ouvrière sur les femmes

IL NE SUFFIT PAS D'AFFIRMER

« C'est bien mes petites, continuez, ce que vous faites est positif même si on n'est pas toujours d'accord » sans, en tant qu'organisation, avancer l'ombre d'une perspective, de propositions ! Car, il ne suffit pas d'affirmer que « le féminisme n'a aucune perspective à long terme, les socialistes le savent et ils sont les seuls à avoir, pour les femmes comme pour tous les opprimés un programme et une perspective. Les femmes, comme tous les opprimés, ne s'affranchiront qu'en affranchissant la société toute entière du joug de la propriété privée ».

Voyons camarades ! Vous savez aussi bien que nous que pour les révolutionnaires de telles affirmations ne suffisent pas, qu'ils(elles) doivent faire la preuve de la validité du programme communiste dans la lutte de tous les jours en montrant que d'ores et déjà ils(elles) sont à l'avant-poste de

la lutte contre l'oppression des femmes.

Enfinement ce dossier évite des questions essentielles. Que pense LO de la nécessité d'un mouvement des femmes ? Sont-ils contre les formes actuelles de ce mouvement ce qui est pourtant un acquis du mouvement ouvrier ? La nécessité d'organisation de masse spécifique de femmes (voir les positions défendues par les premiers congrès de l'Internationale communiste ou l'expérience de la révolution russe ? La réponse de LO risque d'être : « Pour l'instant nous concentrons nos forces sur les entreprises, voilà pourquoi nous soutenons le mouvement femme sans y participer ».

Mais camarades, dans les entreprises, la question de l'oppression des femmes commence à se poser ! Vous le dites vous-mêmes... Mais là encore ne faites aucune proposition. Que pensez-vous des groupes femmes dans les entreprises ? De l'intervention syndicale, du rôle des commissions femmes, chose qui se discute à un niveau assez large dans le mouvement ouvrier. Votre dossier d'ailleurs ne dit rien du développement des luttes des travailleuses, des questions qu'elles rencontrent dans une grève, de leurs revendications spécifiques : étrange pour « une organisation ouvrière ! ».

Conscience féministe et conscience politique

C'est que peut-être pour vous l'oppression spécifique des femmes n'existe pas, qu'il y a pas un terrain de lutte parti-

culière ? A preuve : vous répondez à juste titre aux « féministes radicales » que la lutte des sexes ne saurait remplacer la lutte des classes ; mais sans vous donner la peine d'analyser plus en détail les formes concrètes que prend l'oppression des femmes dans la société capitaliste. Alors pour éviter peut-être ce débat vous donnez des coups de griffes malhonnêtes. Ainsi : « on peut lire aujourd'hui couramment dans Rouge que la conscience politique doit mener à la conscience féministe qui est placée à un stade supérieur ».

Triste procédé que de déformer aussi grossièrement des positions ; ce que nous expliquons, c'est que la conscience politique, pour être vraiment une conscience révolutionnaire, communiste, doit s'enrichir d'une dimension féministe, c'est-à-dire de la lutte contre l'oppression des femmes.

Vous vous tirez de ces questions par un fameux tour de passe-passe : « Il est possible que des femmes viennent à la conscience politique par la conscience de leur oppression particulière. Mais l'apport du mouvement révolutionnaire, l'apport du marxisme c'est justement de dépasser la conscience des oppressions particulières pour atteindre à une compréhension plus globale de la société, de son évolution, de son histoire ». Bien sûr, mais cet apport se fait au travers de la prise en charge de la lutte contre ces oppressions diverses. Sinon l'on risque d'avoir une attitude de spectateur quelque peu paternaliste !

Antoine Artous.

Libération des antimilitaristes de Dunkerque

Le mercredi 18 août était un jour de fête pour l'armée à Dunkerque. Présents sur la Place du Casino, à côté de la plage, un car de l'armée de l'Air et des militaires faisaient une intense propagande vantant les mérites de nos « héroïques » chevaliers du ciel.

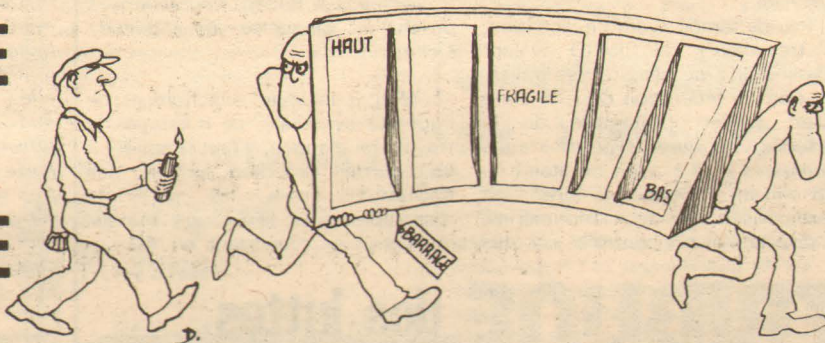
Les anti-militaristes se devaient de réagir. Ils diffusent alors un tract à la population et procèdent à un bombardement sur le car de l'armée de l'Air. Des slogans appaaraissent : « soutien aux luttes des soldats » et « à bas l'armée de guerre civile ». Jusque là tout se passe bien. Mais peu après, quelques personnes reviennent sur les lieux et se font aussitôt embarquer par les flics, aidés en cela par un officier militaire qui dénonce les antimilitaristes qu'il croit reconnaître. Vers 17 heures, un photographe, Christian Tubœuf, collaborateur du journal Antirouille, vient sur les lieux pour prendre quelques clichés. Il est lui aussi embarqué aussitôt.

Christian Tubœuf et un autre militant antimilitariste ont été présentés hier après-midi au Parquet de Dunkerque. A l'heure où nous écrivons, nous ne savons pas encore si les autorités ont pu retenir contre eux un chef d'inculpation.

Nous exigeons la libération immédiate de Christian Tubœuf et de son camarade, accusés sans preuve par un officier hystérique qui s'est permis de ratonner avec les flics jusqu'à 11 heures du soir dans les rues de Dunkerque pour dénoncer tous les jeunes à cheveux longs qui avaient le malheur de passer à sa portée.

Pontieux (Côtes du nord)

BARRAGE AU BARRAGE



La prospection en vue de mettre en exploitation les réserves d'eau naturelle est à l'ordre du jour, particulièrement en Bretagne, à Pontrieux (Côtes du Nord) où un projet de barrage sur le Trieux a mis en émoi la population locale.

Voté en avril 76 à une énorme majorité par le Conseil Général des Côtes du Nord (à majorité PC PS), sans que la population ait été ni informée, ni consultée, ce projet a la particularité de cumuler un maximum de dangers.

Le barrage qui devait être construit 400m en amont d'une importante carrière employant 18 ouvriers, serait menacé par les ondes-choc des explosions qui mettraient en cause la solidité des assises du barrage, menaçant par voie de conséquence logique, la ville située directement en dessous à 1 500m par 20m cubes d'eau. Seule alternative : fermer la carrière et mettre au chômage 18 ouvriers.

Le barrage devant servir de réserve d'eau potable, celle-ci risque d'être polluée par les entreprises de Guingamp.

Le Trieux étant l'une des plus belles rivières de France, le traitement de l'eau ne saurait se faire sans dommages pour la flore et la faune qui, de toutes manières ne pourrait franchir le barrage. De nombreux agriculteurs perdront des terres, et, même indemnisés correctement, ils ne pourront plus cultiver normalement les terres en bordure du barrage.

Pourtant le même barrage pourrait être construit un peu plus loin sur le Leff, sans aucun danger économique ni humain et sans déparer le site de Pontrieux.

Et d'ailleurs, d'autres solutions existent : le Bureau de Recherches Géologiques et Minières estime que les réserves d'eau souterraines sont suffisamment importantes, surtout en Bretagne.

Bien que la construction du barrage ne soit pas encore fermement décidée, dès le mois de juin, une Association de Défense de la Population Pontrievienne face au projet de barrage sur le Trieux s'est créée, rassemblant diverses catégories socio-professionnelles, et a multiplié les contacts avec les élus locaux, information auprès de la population, pétition affichage, etc...

Cette vigilance des Pontrieviens est d'autant plus justifiée que les catastrophes dues aux barrages ne sont pas de la fiction : il suffit de rappeler Malpasset-Fréjus en 1959 qui avait fait 421 morts, ou Teton Dam aux USA : 141 morts et 15 000 sans abri.

On peut néanmoins s'interroger dès à présent sur l'absence d'information et de discussion qui a précédé la décision du Conseil Général majoritairement de gauche. On peut être étonné aussi que la population n'ait pas été consultée.

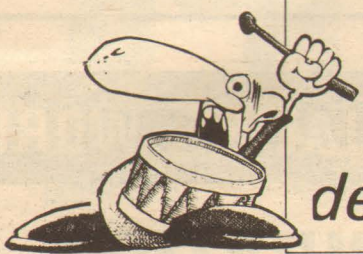
Car cette mobilisation prouve une fois de plus que seule la mobilisation des travailleurs, leur volonté de contrôle sur les installations, permettra d'assurer leur sécurité.

Alix

FETE ANTI-BARRAGE A PONTRIEUX
LE 22 AOUT DE 15 H A 22 H (FEST NOZ A 22 H)
avec comme artistes :

Gérard Delahaie - Tri Yann
Le Moel (poète) - Serge Nerval
avec la participation : - Bernard Menez
René Vautier - Yann Gwernig
d'écologistes
d'associations de protection de la nature en Bretagne
association pour la protection du saumon

● Cinéma



Mes chers amis de Mario Monicelli

Pietro Germi (*Divorce à l'italienne*) avait écrit cette histoire, mais ne pût la réaliser, pour cause de maladie, puis de décès. C'est son ami Mario Monicelli (*Le Pigeon*) qui fit le film, gros succès de recettes en Italie.

L'histoire est un mélange de *Vitelloni*, de Fellini, et des *Copains* de Jules Romains ; quatre amis (mais des quadra-ou quinquagénaires, certains d'ailleurs bien installés dans la vie) aiment se retrouver pour des ballades ou des farces assez grosses. C'est l'un des personnages, celui joué par Philippe Noiret, qui nous raconte et qui commente ce qui se passe sur l'écran ; il meurt à la fin, et alors que nous réalisons que la fiction nous a rendu auditeurs d'une voix d'outre-tombe, se déroule la conclusion du film, l'enterrement de Noiret, qui tourne à l'énorme rigolade.

Cet élément funèbre (ajouté à la disparition de Germi) est caractéristique du tranquille défi des auteurs, envers un public traditionnellement superstitieux, et qu'il s'agissait de faire rire : la réussite est totale, encore que non inédite (il y avait aussi un enterrement dans *Le Pigeon*). Mais n'allez pas croire que le film entier joue sur le macabre. Il joue subtilement sur trois registres différents :
- le premier, le plus immédiat, la description des farces, à la fois énormes et parfaitement mises en place : le rire est là, au premier degré ;
- le second, la peinture psychologique de ces quatre « copains » (tiens, deux d'entre eux, Noiret et Tognazzi, aimaient déjà un célèbre film à quatre, *La Grande bouffe*) avec tout ce qu'on devine d'imposture, de fabrication, de sensibilité et de fragilité ;

- le troisième, celui qui donne son prix aux meilleures « comédies italiennes » modernes, à Risi, à Scola, à Lattuada, la description cruelle et attendrie de tel ou tel milieu social, le tableau de mœurs, ce reflet d'une société qu'on cherche en vain dans le cinéma français (sauf honorables exceptions).

La réussite du film tient au parfait mélange de ces trois éléments, au passage insensible de l'un à l'autre - alors que *Nous nous sommes tant aimés*, par exemple, j'avais trouvé moins réussie la fusion des trois éléments, plus sensible le côté raccords d'épisodes juxtaposés.

Pour le spectateur parisien, pénalisé par le « tunnel » de l'été, période pendant laquelle ne sortent pas de « gros » films, l'arrivée de *Mes Chers Amis* marque le retour à la programmation normale. Et la fin des vacances...

● Romans policiers

Il s'en publie de moins en moins, décidément. Chez Gallimard, *Série Noire* et *Supernoire* n'ont rien donné de vraiment étonnant depuis le Robert Bloch, le Boucher de Chicago, il y a déjà quelques mois. Tout se paie, de David Vowell : crime mystérieux, enquête minutieuse du flic sincère et désabusé, coupable final inattendu. Un moment agréablement passé, avec en prime quelques bonheurs d'écriture : « C'est l'avantage de l'autoroute : vous filez si vite du néant où vous étiez vers le néant où vous allez que vous n'avez pas le temps de voir le néant que vous traversez... ».

La nuit du phénix, de Nelson de Mille, rappelle par son titre comme par son intrigue, les *Trois jours du Condor*. Un ex-agent de la CIA devient tueur psychopathe... et les flics courageux et intègres doivent affronter aussi la mystérieuse organisation.

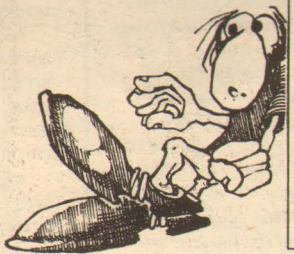
A la santé du trépassé, d'Alfred Harris, mise aussi sur l'insécurité du citoyen américain après Watergate : si ses proches ont voulu cacher la mort de ce magnat de l'industrie, jusqu'où vont les complicités qui permettent l'imposture ? La conclusion est logiquement assez terrifiante.

Sa majesté le flic, de Raf Vallet. Le chroniqueur judiciaire de l'Aurore, Jean Laborde, poursuit la publication de ses histoires de flics au grand cœur, révoltés par l'injustice mais décidés à tirer leur épingle du jeu.

Bref, rien de tout ça mérite que vous quittiez d'urgence votre place durement conquise sur la plage pour aller vous munir de littérature. Mais ça peut vous être utile si vous êtes coincés dans un bled où il pleut et que vos seules ressources sont la bibliothèque de la gare...

Grosve.

● Livres



Armand Mattelart : Multinationales et systèmes de communication

Co-auteur du film *La Spirale*, écrivain et sociologue (on lui doit un livre sur les média dans la récente histoire chilienne) A. Mattelart vient de publier un ouvrage d'une importance et d'une utilité extrêmes. Pour le militant, le domaine de « la culture » est l'un des plus piégés ; entre les constructions théoriques et le subjectivisme éclectique, entre les risques de sectarisme ou de simplification mécaniste, ceux d'élitisme, ceux d'empirisme, les possibilités d'erreurs dans tous les sens sont nombreuses. Bien entendu, on risque d'autant plus facilement d'y tomber qu'on manque de bases. Il serait idiot de jeter l'anathème sur ceux qui aiment les bandes dessinées, par exemple : mais il n'est nullement négligeable de savoir (et de faire savoir) comment, sur toute une vaste catégorie de public, elles sont utilisées à des fins manipulatoires. Et il en est de même pour tous ces médias où l'expression artistique ou culturelle (ou éducative), cinéma, télé, presse, radio, est indissolublement liée à une structure de communication de masse, elle même aux mains d'un pouvoir, nullement neutre.

Mattelart, donc, reprend à la base le système même des moyens de communication existants ; il analyse minutieusement la façon dont les

multinationales, qui constituent aujourd'hui l'organisation supérieure du capitalisme, l'utilisent, le développent, l'exploitent. Son ouvrage démonte aussi bien les liaisons des grandes banques avec les gros fabricants de matériel lourd que la diffusion de la technologie du satellite. Bases économiques, contenus idéologiques, voilà ce qui le guide pour examiner la télé-éducation, le cinéma hollywoodien, le Readers Digest ou Superman ; c'est d'ailleurs cette brillante étude sur « Superman vieilli » qui clot le bouquin. Mais au passage on aura encore appris ce qu'est l'USIA (US information agency, connue à l'étranger sous le sigle USIS, US Information service), et comment son rôle fut modulé par les nécessités de la « détente ».

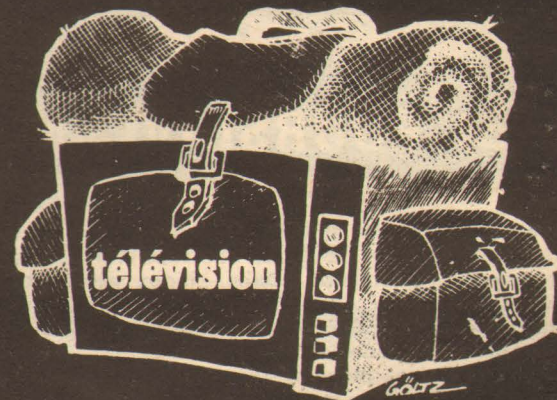
Dans les années 50, le plus célèbre critique de cinéma communiste, l'historien Georges Sadoul, se voyait souvent reprocher d'analyser trop sommairement le cinéma hollywoodien, caractérisé comme arme idéologique de l'impérialisme, jusque dans ses films de gangsters. Et il est vrai qu'il aurait fallu alors mieux discerner, dans ce qui était exprimé par le système global, les facteurs contradictoires d'évolution que ce même système croyait pouvoir tolérer : il fallut le maccarthysme pour que certains découvrent que les

auteurs de ces « films noirs » tant méprisés se retrouvaient emprisonnés pour leur combat démocratique. Le « sadoulisme » n'est pas mort ; l'on entend encore aujourd'hui fulminer des excommunications sommaires contre tout ce qui se fait à Hollywood. Sur ce point, aucune crainte à avoir ici : on ne trouvera pas ce genre de simplification sommaire chez Mattelart. Il ne recherche pas à remplacer un travail de critique : il arme et informe. Il rappelle sans arrêt que le système de communication est un tout, une structure de pouvoir, un véhicule d'idéologie, et que le cinéma c'est une partie de ce tout. Il décrit de façon exemplaire l'évolution des firmes Warner ou Paramount, ou les curieux aboutissements de la technique des « conglomerats » : que le trust de transports routiers Greyhounds ait financé le film de Losey, *L'assassinat de Trotsky*, n'a pas d'influence directe sur l'appréciation à porter sur le film, mais c'est utile à connaître pour comprendre la genèse d'un produit culturel donné.

Sur toutes les infrastructures économiques de ce qu'on appelle la « culture » (finalement une branche de la « communication »), les ouvrages de base sont trop rares pour qu'on néglige ce travail essentiel.

P.L.T

Editions Anthropos (50 F)



TF 1

- 12.30 Francophonissime
- 13.00 Journal
- 13.35 Les six femmes d'Henri VIII (feuilleton)
- 18.20 Pour les jeunes
- 19.20 Actualités régionales
- 19.45 La ville engloutie (feuilleton)
- 20.00 Journal
- 20.30 Au théâtre ce soir
Un mois à la campagne
Une chose inhabituelle dans cette émission classique et si rétrograde : on donne du Tourgueniev
- 22.15 Les nuits d'été
- 22.50 Journal

A 2

- 15.00 Flash d'information
- 15.05 Aujourd'hui Madame
- 15.55 Mission impossible
- 16.45 La mer et les hommes (documentaire)
Les mers froides
- 17.15 Les douze légionnaires (feuilleton)
- 17.45 Vacances animées
- 18.45 Ce jour-là, j'en témoigne
16 juillet 1942
- 18.40 Le palmarès des enfants
- 18.55 Des chiffres et ces lettres
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Bonjour Paris (feuilleton)
- 20.00 Journal
- 20.30 Molière pour rire et pour plurer
le mariage d'Armand
bien faite cette évocation dramatique
- 21. Ah ! Vous écrivez ?
Gaston Bonheur (qui porte mal son nom), Marie Chaix (qui a écrit les Silences de la vie d'une femme) et Yves Navarre (auteur de Niagarak)
- 22.40 Journal

FR 3

- 19.05 Etranger d'où viens-tu ? (feuilleton)
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Les Osmond Brothers (dessin animé)
- 19.55 Journal
- 20.00 Les jeux de vingt heures
- 20.30 Erreurs judiciaires
un mystère insoluble dans l'alcool
- 20.55 Opération survie baobab (documentaire)
- 21.45 Festival d'Antibes, Juan-Les-Pins
- 22.10 Journal



ACHETEZ
ROUGE

TOUS LES
JOURS
DANS
LE MEME
KIOSQUE

BULLETIN D'ABONNEMENT

A découper ou recopier et à renvoyer à l'adresse suivante : JOURNAL ROUGE « SERVICES ABONNEMENT » 2 RUE RICHARD LENOIR A MONTREUIL 93 100

NOM _____ PRENOM _____ N° _____
RUE _____ CODE POSTAL _____
VILLE _____

TARIF ABONNEMENT NORMAL (encadrer la mention utile)	FRANCE	COLLECTIVITES	ETRANGER
3 MOIS	80 F	100 F	130 F
6 MOIS	150 F	200 F	250 F
1 AN	300 F	400 F	500 F

TARIF ABONNEMENT VACANCES (encadrer la mention utile)

PERIODE CHOISIE	FRANCE	ETRANGER
15 JOURS	20 F	33 F
1 MOIS	40 F	65 F
2 MOIS	80 F	100 F

(Avion et pli fermé, écrire au journal)
POUR LES ABONNEMENTS VACANCES, SI VOUS ETES DEJA ABONNES, INDICHER LE NUMERO FIGURANT SUR LA BANDE D'ENVOI OU JOINDRE CELLE-CI (STRICTEMENT INDISPENSABLE)

N° DE LA BANDE D'ENVOI _____
Compter un délai de 8 jours pour obtenir un abonnement ou un changement d'adresse.
LES CHEQUES D'ABONNEMENTS SONT A L'ORDRE DE DANIEL BENSIAO.



LE FBI POURSUIVI EN JUSTICE PAR... LE SOCIALIST WORKERS PARTY

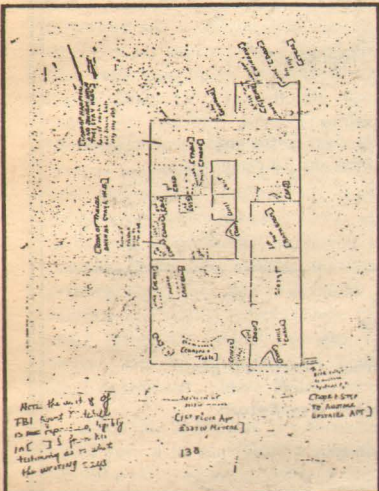
93 fois en 8 ans, une fois par mois, les agents du FBI ont pénétré par infraction dans les locaux du Socialist Workers Party, l'organisation trotskyste américaine. Dans l'index administratif des 1250 « éléments subversifs » à arrêter en priorité en cas d'urgence, 110 sont des membres du SWP. Contre cette conspiration institutionnelle, nos camarades du Socialist Workers Party ont dressé procès contre les centaines d'actes illégaux opérés en toute légalité par les membres du FBI contre leur organisation.

Nous présentons aujourd'hui une série de documents réunis par le SWP pour étayer leurs accusations contre le FBI.

2/ LA CONSPIRATION PERMANENTE

L'autre Goulag

Assassinat...



Detailed FBI floor plan of the Chicago apartment where Panther leaders Fred Hampton and Mark Clark were killed in 1969. An FBI agent made the drawing from information supplied by Hampton's bodyguard—who later surfaced as a bureau informer—and passed it on to Chicago police less than two weeks before the killings. A court ordered the files released in response to a suit by the victims' families.

Décembre 1969. La police de Chicago fait une descente au quartier général des Black Panthers et tue deux de leurs leaders : Fred Hampton et Mark Clark. La police affirma que le quartier général était plein d'armes ce qui confirmait leurs informations selon lesquelles le mouvement aurait planifié des actes de violence. Mais ce que la police ne dit pas et ce que les documents publiés par le SWP révèlent, c'est que William O'Neal, le chef de la sécurité de Black Panthers et garde personnel de Hampton émarquait sur le budget du FBI. Elle ne dit pas non plus que le même O'Neal leur avait dessiné un plan de l'appartement où furent tués les deux militants noirs. Ni que le lit de Hampton, où celui-ci devait trouver la mort, était porté sur le plan.

Manipulation

L'histoire de William Albertson est typique de l'intervention du FBI. William Albertson fut pendant longtemps membre du comité central du PCA. Dans l'un de ses rapports, le FBI le décrit comme « le membre le plus efficace et le plus actif de la section de New York du Parti communiste ». Pourtant Albertson fut expulsé du PCA en 1964 et accusé d'être un agent du FBI...

Le FBI avait tout simplement écrit une fausse lettre imitant l'écriture d'Albertson. La lettre, un rapport adressé au quartier général du FBI et signé de son propre nom fut « oubliée » dans une voiture où elle fut trouvée par un autre membre du PC. Dans l'état de paranoïa qui existait à l'époque au sein du PC, personne ne s'étonna qu'un agent du FBI ait pu signer de son vrai nom un tel rapport.

Du jour au lendemain Albertson vit ses amis le fuir, sa famille détruite, et il passa le reste de sa vie à demander sa réadmission au sein du parti. Il mourut en 1972, alors que tous étaient encore convaincus de son appartenance au FBI.

L'INTERNATIONALE TERRORISTE TROTSKYSTE

Un livre (pas traduit en français) écrit par le FBI vient de paraître aux Etats-Unis. Il s'intitule « L'Internationale trotskyste terroriste » en sous-titre : « audition, devant le sous comité chargé d'enquêter sur l'application de l'acte de sécurité nationale et autres lois de sécurité ». Il est daté du 24 juillet 1975.

L'objet de cette commission est défini dès la première page « Le sous comité du sénat chargé de la sécurité interne a depuis quelques temps porté son attention sur le problème du terrorisme politique organisé, au niveau national comme international. Cette audition représente une extension d'un programme d'enquêtes actuellement en cours. Au cours d'auditions précédentes il a été établi que les communistes, malgré leurs déclarations maintes fois répétées selon lesquelles ils ne seraient pas engagés dans des activités terroristes, apportent en fait un soutien logistique et financier et entraînent les groupes terroristes, qu'ils soient communistes ou non communistes. Cela est vrai des communistes de Moscou, des maoïstes, des trotskystes et des castro-communistes (...).

Suit le témoignage de l'un des membres de la commission, Herbert Romerstein qui avoue avoir travaillé pendant près de 15 ans dans différentes agences fédérales américaines. Pour l'heure il est conseiller d'une organisation intitulée « Les amis du FBI » qui s'est « fixée pour tâche d'attirer l'attention du public sur les groupes qui attaquent le FBI ». Cette organisation a concentré récemment son attention sur

128



CHARLES MICHALOUX

le Socialist workers party qui a engagé une série de poursuites judiciaires contre le gouvernement et en particulier le FBI.

Le reste du livre (170 pages) composé du témoignage de cet individu fort bien documenté sur la IV^e Internationale et d'extraits de documents internes de l'organisation internationale ou de ses sections, tend à prouver que la IV^e internationale -et conséquemment le Socialist worker party- sont des organisations terroristes, qu'elles le pratiquent directement ou qu'elles le soutiennent.

Comme de nombreux journaux américains « Le Militant » organe du SWP a pris l'habitude de publier la photo du rédacteur de l'article en haut de page, à côté du titre. Or le 1^{er} numéro d'Inprecor (organe du CEI de la IV^e Internationale) est paru, dans sa version anglaise (mais composé et imprimé en Belgique) avec une photo de Valéry, en haut et à droite d'un article sur la France, signé Charles Michaloux. C'est pourquoi à la page 128 de ce merveilleux livre les lecteurs américains ont pu trouver la photo de VGE en lieu et place de celle de Charles Michaloux.

Bien que grossière la bourde est secondaire. Mais il est permis de s'interroger sur l'étendue des connaissances de ces sénateurs qui ne cillèrent même pas lorsque au cours de l'audition leur fut présentée cette photo et qu'ils décidèrent de la verser au dossier de l'accusation.

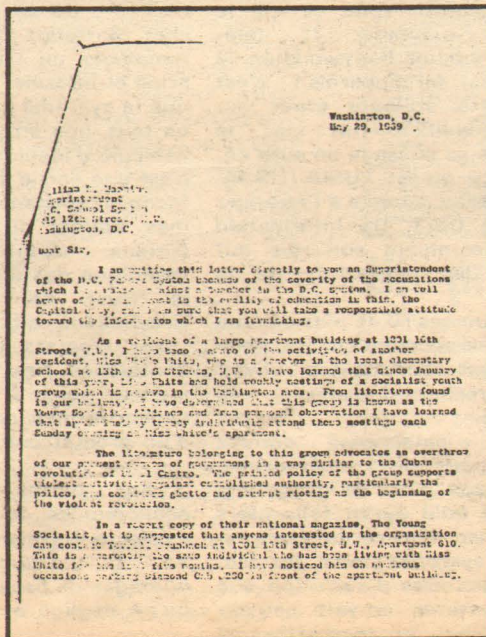
Certains parmi eux ont dû avoir des frayeurs en le voyant serrer la main de Ford.

LETTRE ANONYME

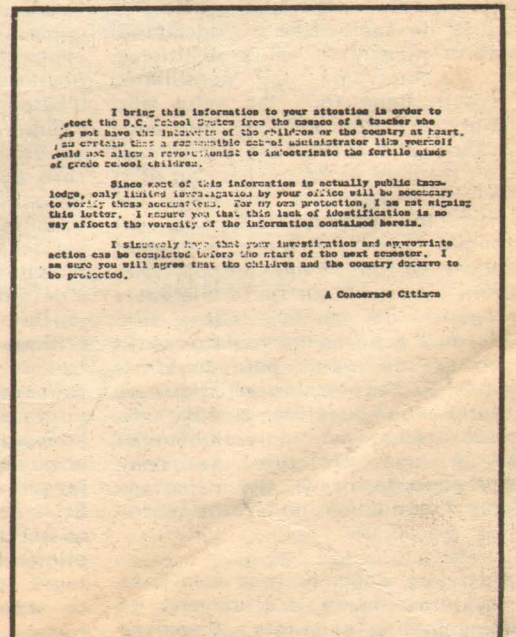
Maud White était professeur dans une école de Washington quand la direction des enseignements reçut une lettre anonyme soit-disant envoyée par une voisine de White trop effrayée pour la signer. Maude White y était accusée d'être une militante de la YSA, d'organiser des réunions politiques chez elle.

En outre, elle osait vivre — sans être mariée — avec un homme qui affirmait ses opinions socialistes. Comment une telle personne pouvait-elle être autorisée à enseigner ? Les enfants de notre pays n'ont-ils pas le droit à une protection ?

De telles lettres ont sans doute été envoyées par centaines. Seules quelques unes nous sont connues. Mais toutes s'inscrivent dans une même tentative du FBI visant à interdire tout emploi « officiel » à tous les militants se réclamant du socialisme.



Pages 178 and 179: This anonymous FBI letter red-baiting Maude White (Wilkinson) professed to be from "a concerned



citizen" worried that she would "indoctrinate the fertile minds of grade school children."

« Je voudrais te parler d'un jeune garçon de 8 ans. C'était en plein milieu de la période Mac Carthiste, donc bien avant le plan Cointelpro. Ses parents avaient été membres du PCA (1) pendant de nombreuses années, avant de le quitter pendant la deuxième guerre mondiale. Ils n'étaient plus depuis liés à aucune organisation politique ni aucun syndicat. Sa mère était secrétaire et son père qui avait eu de nombreux emplois, dont celui de mineur, était finalement devenu professeur. Ils avaient pu alors quitter leur minuscule appartement et s'acheter une voiture.

« Alors intervint le FBI... « Comment peut-on expliquer à un enfant de 8 ans qu'il lui faut, à peine arrivé, de nouveau déménager et quitter sa nouvelle demeure, pour la seule raison que son père ou sa mère ont refusé de collaborer avec le FBI et ont, du coup, perdu leur emploi ? Comment lui faire comprendre qu'il va lui falloir maintenant habiter un immeuble des bas quartiers classé « inhabitable » par l'Etat ? Comment lui apprendre à ne pas se confier à des inconnus ? Comment lui expliquer pourquoi les étagères de sa maison, autrefois pleines de livres, sont maintenant complètement vides ? pouvez-vous lui dire que vous avez dû brûler secrètement vos propres livres parce que vous aviez peur. Comment dire à un enfant qu'il ne devra jamais parler de ces « visiteurs » qui venaient voir ses parents — des camarades —, à personne, sous aucune prétexte, pas même à ses amis ou à ses maîtres ?

« Mes parents ne furent pas capables de m'expliquer toutes ces choses là.

« Quand à la fin des années 50 je commençai à m'intéresser au socialisme, je n'étais pas au courant de cette histoire. Je ne la connaissais pas non plus en 1963 quand je pris contact avec la YSA.

« Ce n'est que deux ans plus tard, après mon adhésion à l'organisation trotskyste, que mon père m'expliqua ce qui nous était arrivé pendant ces années-là et pourquoi notre vie avait été si soudainement bouleversée.

« C'est à ce moment seulement qu'il rompit le silence du Goulag. »

F.L. Derry
(1) Parti Communiste américain